

En mai et juin 2025, le Cluster CCCM en Haïti, en collaboration avec les partenaires de protection (Cluster Protection, équipes de protection de l'OIM, réseau PSEA) et en coordination avec les sous-clusters VBG et Protection de l'enfance, a mené des audits de sécurité dans trois sites collectifs (Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, École Jean Marie César, Local Fusion sociaux) de Port-au-Prince. Ces audits visaient à identifier les principaux risques de protection et de sécurité auxquels font face les populations dans les sites, et à formuler des recommandations pour améliorer leurs conditions de vie et renforcer les mesures pour réduire les risques.

Ce document résume la méthodologie utilisée, les constats clés partagés par les communautés ainsi que les mesures prioritaires à mettre en œuvre. Il se veut un outil pratique de plaidoyer et de planification, destiné aux partenaires humanitaires et aux acteurs gouvernementaux, afin de guider les interventions immédiates et d'orienter les actions futures en matière de gestion et de coordination des sites.

METHODOLOGIE

Les audits de sécurité ont été réalisés à l'aide de grilles d'observation et d'entretiens semi-structurés (59) avec des résidents des trois sites (23 à l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, 21 au Local Fusion et 14 à l'École Jean Marie César). Les répondants incluaient des femmes, des hommes, des enfants, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, afin de refléter la diversité des profils et des vulnérabilités.

La collecte des données a été conduite par les partenaires de gestion de sites, après une formation portant sur les approches éthiques, la PEAS et la protection de l'enfance. Cette approche qualitative a permis de documenter la perception des communautés concernant la sécurité, l'accès aux services, la gouvernance et les mécanismes existants d'atténuation des risques. Les conclusions issues des entretiens ont été complétées par les observations réalisées sur site.



Site informel "Local Fusion sociaux", utilisé depuis déc. 2024 (CESVI, 2025).

SÉLECTION D'INDICATEURS OBSERVÉS DANS TROIS SITES ÉVALUÉS

État des services et mesures de protection observés dans trois sites évalués, à partir des grilles d'observation. Chaque carré correspond à un site.

			Eclairage nocturne disponible et fonctionnel
			Contrôle d'accès en place
			Les infrastructures sont sûres et en bon état
			Espace sûr pour les femmes/ adolescentes disponible dans le site
			Point santé/clinique mobile accessible
			Toutes les personnes dorment sous un abri approprié
			Points d'eau, douches, latrines accessibles et fonctionnels
			Bureau de gestion visible et accessible aux résidents
			Femmes intégrées dans l'équipe de gestion
			Signalisation et informations essentielles affichées
			Mécanismes de gestion de plaintes



Site informel "Local Fusion sociaux", utilisé depuis déc. 2024 (CESVI, 2025).

CONSTATS PRINCIPAUX

PERCEPTIONS DE LA SÉCURITÉ DANS LE SITE

Les sites offrent une protection relative face aux menaces extérieures (« un site qui protège des bandits »), mais la peur reste constante.

- Risques principaux : présence d'hommes armés, bagarres, consommation d'alcool et de drogues, violence entre hommes et femmes.
- Risques environnementaux: incendies, blessures liées à l'état des infrastructures, exposition à la pluie.
- Facteurs aggravants : bruit (coups de feu, altercations), entrées et sorties incontrôlées, surpopulation et infrastructures dégradées. L'absence d'éclairage nocturne accroît les craintes, en particulier pour les femmes et les filles, qui limitent leurs déplacements.

ACCÈS AUX SERVICES



La clinique mobile est l'un des rares services perçus comme régulier et accessible.



Nourriture: difficultés d'accès, y compris aux repas chauds.



Problèmes majeurs d'hygiène, d'accessibilité et de gestion (ex. clés gardées par les comités, frais d'utilisation). Eau potable : souvent insuffisante ou inaccessible pour les personnes âgées et handicapées.



L'accès à l'éducation est rarement inclusif pour les enfants handicapés ; les enfants demandent des jeux et activités, les filles des services psychosociaux.



Les distributions sont souvent désorganisées, sources de bagarres et de favoritisme, sans mesures adaptées aux groupes vulnérables.



Information diffusée par mégaphones et comités, mais pas toujours en temps voulu ni accessible à tous.



Articles prioritaires demandés: kits d'hygiène et de cuisine, lampes, bâches et couvertures, argent, vêtements et jeux pour enfants.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

SÉCURITÉ

- Contrôler les entrées/sorties, surtout la nuit.
- Créer ou renforcer les comités de surveillance, former et équiper leurs membres.
- Inscrire les mesures de sécurité dans les principes humanitaires, les développer avec la communauté et les aligner sur les normes de protection.
- Réduire les risques de violence, de consommation de drogues et d'alcool.
- Prévenir les tensions avec les communautés hôtes à travers médiation et suivi.

AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES

- Installer un éclairage nocturne (collectif ou lampes solaires).
- Améliorer l'accessibilité et réduire la surpopulation.
- Renforcer l'intimité (cloisons, abris verrouillables).
- Réduire les risques liés aux infrastructures (blessures, intempéries).

SERVICES ET DISTRIBUTION

- Organiser les distributions de manière plus sûre et inclusive (files prioritaires, porte-à-porte).
- Fournir kits essentiels (hygiène, abri, lampes, argent).
- Renforcer l'accès à l'eau potable, améliorer infrastructures WASH et conditions d'hygiène.
- Maintenir la clinique mobile et développer les services de santé, psychosociaux et pour les victimes de VBG.
- Créer des espaces sûrs et des activités pour enfants, femmes et filles.

GESTION DES SITES

- Mettre en place un bureau d'accueil visible et assurer une présence féminine dans la gestion.
- Afficher clairement les informations essentielles (services, protocoles, numéros d'urgence).
- Rendre les mécanismes de plainte accessibles et connus de tous.
- Suivre les distributions pour garantir transparence, sécurité et équité.
- Renforcer la préparation aux urgences (incendie, inondation, évacuation).
- Explorer les options de fermeture et de relocalisation, digne et sûre, en consultation avec toutes les parties prenantes concernées.



CONSTATS PRINCIPAUX

REPRÉSENTATION COMMUNAUTAIRE ET GOUVERNANCE

La participation des personnes déplacées varie fortement selon les sites.

- Les femmes et les filles participent aux tâches quotidiennes (nettoyage, garde d'enfants, cuisine, surveillance), mais leur rôle dans la gouvernance et les comités est souvent symbolique.
- Les jeunes, filles et garçons, sont largement exclus des décisions.
- Les personnes âgées et handicapées rapportent être négligées ou discriminées.

Les comités existants manquent de formation, d'inclusivité et de responsabilité, et sont perçus comme peu représentatifs. Les résidents appellent à une gouvernance plus inclusive et plus transparente, permettant aux voix des femmes, des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées d'être entendues.

STRATÉGIES D'ADAPTATION

L'absence d'activités contribue à un sentiment d'impuissance et au recours à des moyens de survie dangereux: manque d'activités, bagarres, prostitution de survie.

Les personnes déplacées recommandent :

- Le renforcement des comités de site, plus inclusifs et responsables.
- La création d'opportunités de revenus pour soutenir les familles.
- Des activités éducatives, formatives et récréatives adaptées aux enfants et aux jeunes.
- Un soutien psychosocial accru, notamment pour les filles, personnes âgées et handicapées.
- Une meilleure communication entre comités, prestataires de services et communautés.

Plusieurs déplacés ont exprimé le souhait d'être relogés hors de Port-au-Prince ou de voir certains sites fermés.

CONCLUSION ET PROCHAINES ETAPES

Les résultats de ces audits rappellent que, si les sites offrent un refuge temporaire, ils restent marqués par l'insécurité, la promiscuité et un accès limité aux services essentiels. L'implication des communautés et le soutien des partenaires sont indispensables pour transformer ces espaces en environnements plus sûrs et dignes. Agir sur les recommandations identifiées est essentiel non seulement pour améliorer les conditions de vie immédiates, mais aussi pour poser les bases de solutions plus durables et respectueuses des droits des personnes déplacées.

Pour toute question ou information complémentaire, merci de contacter l'équipe de coordination du Cluster CCCM à haiti@cccmcluster.org.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

GOUVERNANCE ET REPRÉSENTATION

- Former et superviser les comités de site pour assurer responsabilité et inclusion.
- Garantir la représentation effective des femmes, des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées.
- Renforcer la cohésion sociale et réduire la discrimination à l'intérieur des sites.
- Améliorer la transparence et le partage d'information avec les communautés.

AUTONOMISATION ET RÉSILIENCE

- Développer des opportunités de revenus et de formation pour adultes et adolescents.
- Promouvoir l'entraide communautaire et une coexistence pacifique.
- Renforcer la sensibilisation aux droits, à la protection et à l'égalité des genres.
- Plaider pour cuisines communautaires et autres solutions adaptées aux besoins locaux.

Ce rapport a été réalisé grâce au soutien et à la participation des partenaires ci-dessous :

